

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/JOR/3
G/SCM/Q1/JOR/3
27 avril 2004

(04-1873)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses de la JORDANIE aux questions posées
par la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE¹
et par les ÉTATS-UNIS²

La communication ci-après, datée du 22 avril 2004, est distribuée à la demande de la délégation des Communautés européennes et de la délégation des États-Unis.

Réponses aux questions posées par les Communautés européennes

A. Loi n° 50 de 2002 sur la protection de la production nationale

Question n° 1

Article 5 b): La CE note que cette disposition autorise le Ministre de l'agriculture à présenter une demande. De même, l'article 35 de la Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping et les subventions prévoit que "les Ministres supervisant un certain secteur de production ou d'autres" peuvent présenter une telle demande. Normalement, ces demandes doivent être présentées par une branche de production nationale ou en son nom, conformément à l'article 5.1 de l'Accord antidumping, sauf s'il existe des circonstances spéciales. La Jordanie considère-t-elle que les cas visés à l'article 5 b) de la Loi n° 50 et à l'article 35 de la Réglementation n° 26 constituent automatiquement des circonstances spéciales justifiant l'ouverture d'une enquête sans demande préalable? La Jordanie n'applique-t-elle l'article 7 de la Loi n° 50 concernant l'ouverture d'une enquête par l'autorité elle-même que lorsque des circonstances spéciales existent?

Réponse

L'article 23 de la Loi dispose que l'Accord antidumping: "... [est] dûment pris en considération lors de la mise en œuvre de la présente loi ...". En conséquence, la Jordanie prend effectivement en considération l'existence de circonstances spéciales lors de l'ouverture d'office d'une enquête antidumping. Aux termes de l'article 7 de la Loi, l'ouverture d'office d'une enquête doit se

¹ G/ADP/Q1/JOR/1-G/SCM/Q1/JOR/1.

² G/ADP/Q1/JOR/2-G/SCM/Q1/JOR/2.

faire conformément à une décision publiée par le ministre qui tient compte de l'existence de circonstances spéciales.

Question n° 2

L'article 6 b) prévoit que l'ouverture de l'enquête est annoncée immédiatement après que la décision a été prise. La Jordanie avise-t-elle le gouvernement du pays exportateur concerné de la réception d'une demande avant l'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 5.5 de l'Accord antidumping?

Réponse

Oui, la Jordanie s'engage à aviser le gouvernement du pays exportateur dès que l'autorité compétente a accepté la demande.

Question n° 3

Article 8 a) (et article 43 de la Réglementation n° 26): Lors de la détermination de la période d'enquête, l'autorité chargée de mener celle-ci suit-elle les directives énoncées dans la Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping (G/ADP/6 du 16 mai 2000)?

Réponse

Oui, l'autorité jordanienne chargée de l'enquête suivra les directives énoncées dans la Recommandation figurant dans le document G/ADP/6 de l'OMC, pour autant que ces directives ne l'empêchent pas de tenir compte des circonstances particulières d'une enquête donnée lors de la détermination des périodes de collecte des données relatives tant au dumping qu'au dommage, pour faire en sorte qu'elles soient appropriées dans chaque cas.

Question n° 4

Article 9 b): Cette disposition vise-t-elle uniquement les producteurs nationaux ou s'applique-t-elle aussi aux importateurs, par exemple? Est-il obligatoire de coopérer et de fournir les renseignements requis?

Réponse

Cette disposition s'applique à toutes les parties concernées, y compris les importateurs, les producteurs nationaux, et les autres parties mentionnées dans la Loi, toutes les parties étant obligées de fournir les renseignements demandés. Les parties n'ont pas le devoir de fournir les renseignements demandés.

Question n° 5

Article 11 a) 2): La Jordanie pourrait-elle préciser son interprétation du "conflit d'intérêts"?

Réponse

Une erreur matérielle s'est glissée dans la traduction de l'article 11 a) 2), le terme "public" ayant été remplacé par "personnel". Par conséquent, le paragraphe 2) devrait se lire comme suit: "si la

demande présentée a été retirée et que cette procédure n'a pas **été contraire à l'intérêt PUBLIC**;" . Une lettre sera adressée prochainement au Comité pour corriger cette erreur.

B. Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping et les subventions

Question n° 1

L'article 9 b) précise dans quelles circonstances la vente du produit similaire n'a pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. La Jordanie pourrait-elle expliquer l'ajout des bénéfices aux coûts de production majorés des frais administratifs, frais de vente et frais généraux, à la lumière en particulier de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping?

Réponse

Les bénéfices ont été ajoutés par erreur aux coûts de production majorés des frais administratifs, frais de vente et frais généraux pour ce qui est de déterminer que la vente du produit similaire n'a pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. Le processus juridique pour corriger cette erreur est actuellement en cours et la rectification sera notifiée au Comité en temps utile.

Question n° 2

Les articles 12 et 41 se réfèrent aux instructions que peut donner le Ministre. Ces instructions ont-elles déjà été données?

Réponse

Les instructions visées aux articles 12 et 41 n'ont pas encore été publiées. La Jordanie les notifiera au Comité dès qu'elles auront été publiées.

Question n° 3

L'article 29 a) 4) se réfère aux prix inférieurs à ceux du produit national similaire. La Jordanie pourrait-elle préciser quel est le lien avec l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping, qui a trait aux importations entrant à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix?

Réponse

Les orientations énoncées à l'article 29 4) de la Réglementation en complément de l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping pour l'examen de la menace d'un dommage important constituent en fait une liste non exhaustive comme il est indiqué au début de ces articles. Toutefois, l'article 29 4) de la Loi vise à prendre en compte la règle fondamentale de l'examen de la sous-cotation du prix qui amène à examiner s'il y a eu effet de dépression des prix ou d'empêchement des hausses de ces prix, comme il est prévu à l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping, que l'autorité jordanienne chargée de l'enquête est déterminée à appliquer.

Question n° 4

Article 48 c): La Jordanie pourrait-elle préciser si ces réunions sont convoquées par l'autorité chargée de l'enquête ou par les parties?

Réponse

Les réunions dont il est question à l'article 48 c) sont convoquées par l'autorité chargée de l'enquête.

Question n° 5

L'autorité chargée de l'enquête informe-t-elle les parties avant d'établir une détermination finale, comme le prévoit l'article 6.9 de l'Accord antidumping?

Réponse

L'autorité chargée de l'enquête informe effectivement les parties avant d'établir une détermination finale, comme le prévoit l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

Question n° 6

La Jordanie a-t-elle adopté des dispositions concernant l'utilisation de l'échantillonnage dans les enquêtes antidumping?

Réponse

Aucune instruction n'a été publiée pour l'instant au sujet du recours à l'échantillonnage. Toutefois, des échantillons seront utilisés comme il convient en fonction des circonstances de chaque cas et sur la base des critères pertinents de l'Accord antidumping.

Question n° 7

Article 59 c): La Jordanie pourrait-elle préciser si les exportateurs concernés ont la possibilité de formuler des observations sur la non-acceptation d'un engagement, conformément à l'article 8.3 de l'Accord antidumping?

Réponse

Les exportateurs auront la possibilité de formuler des observations sur la non-acceptation d'un engagement, conformément à l'article 8.3 de l'Accord antidumping.

Question n° 8

La Jordanie pourrait-elle confirmer que les dispositions de l'article 8.5 de l'Accord antidumping sont appliquées?

Réponse

Bien que la réglementation n'indique pas explicitement que des engagements en matière de prix pourront être suggérés par l'autorité compétente, aucun exportateur ne sera contraint d'y souscrire, comme le prévoit l'article 8.5 de l'Accord antidumping.

Question n° 9

Article 70: La Jordanie pourrait-elle préciser si les remboursements autorisés se font normalement dans un délai de 90 jours à compter de la décision, conformément à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

Compte tenu de l'article 23 de la Loi, les remboursements autorisés se feront dans le délai de 90 jours à compter de la décision, conformément à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping.

Question n° 10

Article 74 a): La Jordanie pourrait-elle préciser la durée de la "période spécifique" que doit fixer l'autorité compétente? S'agit-il d'une période fixe s'appliquant en toutes circonstances, ou est-elle déterminée au cas par cas?

Réponse

Nonobstant les disciplines énoncées à l'article 11 de l'Accord antidumping et à l'article 21 de l'Accord SMC, la durée de la "**période spécifique**" n'est pas fixe et sera déterminée au cas par cas.

Question n° 11

Article 81 a) 2): L'autorité chargée de l'enquête donne-t-elle aux importateurs la possibilité de formuler des observations avant de faire une telle constatation, conformément à l'article 10.8 ii) de l'Accord antidumping?

Réponse

Oui, l'autorité jordanienne chargée de l'enquête donnera aux importateurs la possibilité de formuler des observations avant de faire une telle constatation.

Réponses aux questions posées par les États-Unis

Question n° 1

L'article 12 de la Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping et les subventions ("la Réglementation") spécifie que "le Ministre donne des instructions établissant les méthodes et les directives utilisées pour le calcul des coûts et des bénéfices en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping de l'Organisation mondiale du commerce". Quand la Jordanie publiera-t-elle ces instructions?

Réponse

Les instructions seront publiées prochainement et avant l'ouverture de la première enquête antidumping. Elles seront notifiées au Comité dès leur publication.

Question n° 2

L'article 17 c) de la Réglementation spécifie qu'"un dumping est réputé avoir lieu lorsque la marge de dumping calculée est inférieure à 2 pour cent (2%)". Veuillez expliquer comment cette déclaration est compatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping, qui spécifie que les marges inférieures à 2 pour cent seront considérées comme *de minimis*.

Réponse

Une erreur matérielle s'est glissée dans la traduction du paragraphe c) de la Réglementation, le terme "not" ayant été omis par mégarde dans le paragraphe c) dudit article de sorte que ce paragraphe devrait se lire comme suit: "Un dumping n'est PAS réputé avoir lieu lorsque la marge de dumping calculée est inférieure à 2 pour cent (2%)."

Question n° 3

L'article 43 de la Réglementation spécifie que "[l']autorité décide, au moment de l'ouverture d'une enquête, d'approuver certaines périodes appelées les périodes d'enquête ...". Quelle durée la Jordanie considérera-t-elle en général comme période d'enquête dans ses procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs?

Réponse

Nonobstant la recommandation énoncée dans le document G/ADP/6 de l'OMC, l'autorité jordanienne chargée de l'enquête tiendra compte des circonstances particulières de toute enquête pour fixer les périodes de collecte des données concernant tant le dumping que le subventionnement pour faire en sorte qu'elles soient appropriées dans chaque cas.

Question n° 4

L'article 48 a) de la Réglementation spécifie que les parties intéressées peuvent examiner tous renseignements ou données non confidentiels figurant dans le dossier de l'enquête. Ce dossier inclura-t-il des versions non confidentielles de tous les documents produits dans le cadre de l'enquête, y compris, mais pas exclusivement: la demande de la branche de production nationale, toute la correspondance de la branche de production nationale et des parties interrogées, les communications qu'elles auront présentées et les faits sur lesquels les autorités se seront fondées pour arriver aux décisions prises dans le cadre de la procédure? Comment

cette documentation sera-t-elle mise à la disposition des parties intéressées et quelles procédures les parties intéressées devront-elles suivre pour avoir accès aux documents?

Réponse

La Jordanie le confirme pour tous les renseignements non confidentiels indiqués à l'article 48 a) de la Réglementation, y compris les versions de tous les documents produits dans le cadre de l'enquête tels que la demande de la branche de production nationale, toute la correspondance de la branche de production nationale et des parties interrogées, les communications qu'elles auront présentées et les faits sur lesquels l'autorité chargée de l'enquête se sera fondée pour arriver à ses décisions. Des copies de tous les documents non confidentiels seront versées au dossier public qui pourra être consulté dans les bureaux de l'autorité.

Question n° 5

L'article 82 de la Réglementation laisse penser que les déterminations ne seront publiées que dans les quotidiens locaux. L'autorité compétente publiera-t-elle aussi au Journal officiel les déterminations qu'elle aura prises dans le cadre de l'enquête?

Réponse

Oui, toutes les déterminations seront publiées au Journal officiel malgré le décalage quant à la parution de celui-ci.

Question n° 6

L'article 85 de la Réglementation indique que des redevances seront perçues auprès des demandeurs, sous certaines conditions spécifiées. La Jordanie entend-elle imposer des redevances aux parties interrogées dans le cadre de ses enquêtes?

Réponse

La Jordanie n'a pas l'intention, pour l'instant, d'imposer des redevances aux parties interrogées pendant toute la durée des enquêtes.

Question n° 7

La Jordanie prévoit-elle dans sa législation que le gouvernement du Membre exportateur sera avisé de l'acceptation d'une demande, ainsi que le requiert l'article 5.5 de l'Accord antidumping? Dans la négative, comment cette prescription sera-t-elle mise en œuvre?

Réponse

Étant donné que les législations sont censées reprendre les règles fondamentales de l'Accord antidumping et qu'en droit jordanien l'Accord prévaut sur la Loi et la Réglementation, la Jordanie est donc déterminée à aviser tous les Membres de l'OMC intéressés, comme le prévoit l'article 5.5 de l'Accord antidumping, dès l'acceptation de la demande par l'autorité chargée de l'enquête.

Question n° 8

L'article 23 de la Loi n° 50 de 2002 sur la protection de la production nationale ("la Loi") énonce que l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures

compensatoires ("l'Accord SMC") seront "dûment pris en considération lors de la mise en œuvre de la présente loi et des réglementations promulguées au titre de celle-ci".

- a) **Que signifie l'expression selon laquelle la Jordanie prendra "dûment en considération" l'Accord antidumping et l'Accord SMC? L'article 23 donne-t-il à ces accords force de loi en Jordanie?**
- b) **En cas de conflit entre l'Accord antidumping et l'Accord SMC, d'une part, et la Loi ou la Réglementation, d'autre part, quel texte l'emportera en droit jordanien?**

Réponse

- a) En droit jordanien, les Accords de l'OMC l'emportent sur les lois internes, l'article 23 de la Loi a néanmoins été rédigé pour bien souligner que l'application et l'interprétation de toutes les règles de droit doivent être conformes à l'Accord antidumping.
- b) En cas de conflit, l'Accord antidumping prévaudra sur la Loi et la Réglementation jordaniennes.

Question n° 9

L'article 2 de la Réglementation définit l'expression "partie intéressée" comme incluant "le producteur, l'exportateur et l'importateur du produit importé ...". L'expression est-elle censée s'appliquer sur le mode disjonctif – en d'autres termes, une entité est-elle considérée comme une "partie intéressée" pour les besoins de la Réglementation s'il s'agit d'un producteur, d'un exportateur *ou* d'un importateur du produit importé faisant l'objet d'une enquête, ainsi que l'envisage l'article 6.11 de l'Accord antidumping et l'article 12.9 de l'Accord SMC?

Réponse

Oui, une entité peut être considérée comme une partie intéressée aux fins de la Réglementation, comme il est prévu à l'article 6.11 de l'Accord antidumping et à l'article 12.9 de l'Accord SMC.

Question n° 10

Le terme "importations" employé à l'article 29 a) 1) de la Réglementation se réfère-t-il aux importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées? Si ce n'est pas le cas, comment la Jordanie met-elle en œuvre les dispositions de l'article 3.7 i) de l'Accord antidumping et l'article 15.7 ii) de l'Accord SMC?

Réponse

Le terme "importations" employé dans l'article 29 a) 1) de la Réglementation désigne à la fois les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations subventionnées.

Question n° 11

L'article 29 a) 4) de la Réglementation énonce que, lorsqu'elles analyseront une menace de dommage important, les autorités jordaniennes examineront si les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sont vendues à des prix inférieurs à ceux du produit similaire national, indiquant la probabilité d'un accroissement de la demande de ces

importations. Comment cette disposition, qui ne fait pas référence à une dépression des prix intérieurs ou à un empêchement des hausses de ces prix, peut-elle être compatible avec l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping et avec l'article 15.7 iv) de l'Accord SMC, qui indiquent que, dans l'analyse d'une menace de dommage important, l'autorité devrait examiner si les importations entrent à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix?

Réponse

Les orientations énoncées à l'article 29 4) de la Réglementation en complément de l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping et de l'article 15.7 iv) de l'Accord SMC pour l'examen d'une menace d'un dommage important constituent en fait une liste non exhaustive comme il est indiqué au début de ces articles. Toutefois, l'article 29 4) de la Loi vise à prendre en compte la règle fondamentale de l'examen de la sous-cotation du prix qui amène à examiner s'il y a eu effet de dépression des prix ou d'empêchement des hausses de ces prix, comme il est prévu à l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 iv) de l'Accord SMC. L'autorité jordanienne chargée de l'enquête est déterminée à appliquer ces articles.

Question n° 12

La législation jordanienne autorise-t-elle l'analyse de la branche de production régionale, conformément à l'article 4.1 ii) de l'Accord antidumping et à l'article 16.2 de l'Accord SMC?

Réponse

Oui, la législation jordanienne n'exclut pas une analyse de la branche de production régionale, conformément à l'article 4.1 ii) de l'Accord antidumping et à l'article 16.2 de l'Accord SMC.

Question n° 13

La Jordanie autorise-t-elle la divulgation de renseignements de nature confidentielle requise par ordonnance conservatoire, conformément à l'article 6.5 de l'Accord antidumping et à l'article 12.4 de l'Accord SMC?

Réponse

L'autorité jordanienne chargée de l'enquête autorise la divulgation de tous renseignements confidentiels fournis dans le cadre de l'enquête si leur propriétaire y consent. Les ordonnances conservatoires n'existent pas en droit jordanien.

Question n° 14

Comment la Jordanie met-elle en œuvre les prescriptions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping et de l'article 12.8 de l'Accord SMC, selon lesquelles, avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés, et cela suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts?

Réponse

La Jordanie est déterminée à appliquer les disciplines énoncées à l'article 6.9 de l'Accord antidumping et à l'article 12.8 de l'Accord SMC.

Question n° 15

L'article 29 de la Réglementation, qui concerne l'analyse d'une menace de dommage important, ne contient pas de dispositions prescrivant à l'autorité d'examiner, dans le cadre des enquêtes sur les droits compensateurs, la nature et les effets de la subvention ou des subventions en cause. Dans ces conditions, comment la Jordanie met-elle en œuvre l'article 15.7 i) de l'Accord SMC?

Réponse

L'autorité chargée de l'enquête est déterminée à effectuer l'analyse économique nécessaire des effets de la subvention dans les enquêtes, comme le prévoit l'article 15.7 de l'Accord SMC.

Question n° 16

L'article 25 de la Réglementation spécifie qu'il n'est pas autorisé d'imposer des mesures compensatoires à l'encontre de certaines formes de subventions. À l'expiration des dispositions de l'article 8 de l'Accord SMC, la Jordanie continuera-t-elle de mettre en œuvre les dispositions de l'article 25?

Réponse

La Jordanie ne continuera pas de mettre en œuvre les dispositions relatives aux subventions ne donnant pas lieu à une action à l'expiration de ces dispositions.

Question n° 17

L'article 24 de la Loi fait obligation de consulter les gouvernements des pays exportateurs avant d'imposer quelque mesure que ce soit. Dans le cas d'une procédure en matière de droits compensateurs, les Membres sont obligés, en vertu de l'article 13.1 de l'Accord SMC et avant l'ouverture d'une enquête, d'inviter d'autres Membres dont les produits pourront faire l'objet de cette enquête à procéder à des consultations. Cette obligation spécifique est-elle prévue par la Loi sur la protection de la production nationale? Dans l'affirmative, comment?

Réponse

Eu égard à l'article 23 de la Loi et au fait que celle-ci est censée reprendre les règles fondamentales des Accords pertinents de l'OMC, l'autorité chargée de l'enquête est déterminée à inviter les Membres intéressés à participer à des consultations avant l'ouverture d'une enquête, conformément à l'article 13.1 de l'Accord SMC.
